

برنامج
الأغذية
العالمي



Programme
Alimentaire
Mondial

World
Food
Programme

Programa
Mundial
de Alimentos

Session annuelle
du Conseil d'administration

Rome, 7–11 juin 2010

PROJETS APPROUVÉS PAR CORRESPONDANCE

Point 10 de l'ordre du
jour

*Pour information**



Distribution: GÉNÉRALE
WFP/EB.A/2010/10
26 avril 2010
ORIGINAL: ANGLAIS

AUGMENTATIONS BUDGÉTAIRES POUR DES INTERVENTIONS PROLONGÉES DE SECOURS ET DE REDRESSEMENT APPROUVÉES PAR CORRESPONDANCE ENTRE LA PREMIÈRE SESSION ORDINAIRE ET LA SESSION ANNUELLE DE 2010— NIGER 106110

**Sauver des vies et améliorer l'état
nutritionnel des populations exposées à
l'insécurité alimentaire victimes de la
sécheresse**

Le 14 avril 2010, l'augmentation budgétaire pour l'IPSR Niger 106110 a été soumise aux membres du Conseil pour approbation par correspondance. Cette révision couvrait la fourniture de 79 927 tonnes supplémentaires de produits alimentaires pour un coût de 34 900 847 dollars. L'approbation a été obtenue le 22 avril 2010.

Coût (dollars É.-U.)

	Budget actuel	Augmentation	Budget révisé
Coût des produits alimentaires pour le PAM	43 804 445	34 900 847	78 705 292
Coût total pour le PAM	99 333 120	82 504 258	181 837 378

* Conformément aux décisions du Conseil d'administration sur la gouvernance approuvées à la session annuelle et à la troisième session ordinaire de 2000, les points soumis pour information ne seront pas discutés, sauf si un membre en fait la demande expresse, suffisamment à l'avance avant la réunion, et que la présidence fait droit à cette demande, considérant qu'il s'agit là d'une bonne utilisation du temps dont dispose le Conseil.

Le tirage du présent document a été restreint. Les documents présentés au Conseil d'administration sont disponibles sur Internet. Consultez le site Web du PAM (<http://www.wfp.org/eb>).

NOTE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le présent document est présenté au Conseil d'administration pour information.

Le Secrétariat invite les membres du Conseil qui auraient des questions d'ordre technique à poser sur le présent document à contacter les fonctionnaires du PAM mentionnés ci-dessous, de préférence aussi longtemps que possible avant la réunion du Conseil.

Directeur régional, ODD*:	M. T. Yanga	tél.: 066513-2792
Attaché de liaison principal, ODD:	M. T. Lecato	tél.: 066513-2370

Pour toute question relative à la distribution de la documentation destinée au Conseil d'administration, prière de contacter Mme I. Carpitella, Assistante administrative de l'Unité des services de conférence (tél.: 066513-2645).

* Bureau régional de Dakar (Afrique de l'Ouest)

NATURE DE L'AUGMENTATION

1. La présente révision budgétaire de l'intervention prolongée de secours et de redressement (IPSR) 10611.0 menée au Niger permettra au PAM de venir en aide à 1,4 million de bénéficiaires supplémentaires; ces personnes, vulnérables et exposées à une très forte insécurité alimentaire, sont particulièrement affectées par la sécheresse, la désorganisation du marché et la malnutrition. Ainsi, pour l'année 2010, le nombre total de bénéficiaires s'élèvera à 2,3 millions de personnes. L'augmentation budgétaire prévoit:
 - i) un engagement supplémentaire de 79 927 tonnes de produits alimentaires d'une valeur de 34,9 millions de dollars É.-U.;
 - ii) un montant additionnel de 42,2 millions de dollars destiné à financer le transport extérieur, le transport terrestre, l'entreposage et la manutention (TTEM), les coûts d'appui directs (CAD) et les autres coûts opérationnels directs (Autres COD);
 - iii) un montant supplémentaire de 5,4 millions de dollars au titre des coûts d'appui indirects (CAI);
 - iv) la prolongation de l'IPSR pour une période de deux mois, du 1^{er} novembre au 31 décembre 2010; et
 - v) la modification de l'intitulé de l'IPSR, qui de "Amélioration de l'état nutritionnel des populations vulnérables au Niger et renforcement de leurs moyens de subsistance" devient "Sauver des vies et améliorer l'état nutritionnel des populations exposées à l'insécurité alimentaire victimes de la sécheresse".

JUSTIFICATION DE L'AUGMENTATION BUDGÉTAIRE

Résumé des activités en cours

2. Les trois principaux objectifs de l'IPSR 106110 qui a débuté en octobre 2007 sont les suivants:
 - i) stabilisation du taux de malnutrition aiguë des enfants de moins de 5 ans, conformément à l'Objectif stratégique 1 ("sauver des vies et protéger les moyens de subsistance dans les situations d'urgence");
 - ii) préservation des moyens de subsistance et le renforcement des capacités des populations vulnérables de supporter les chocs, conformément à l'Objectif stratégique 2 ("prévenir la faim aiguë et investir dans la préparation aux catastrophes et l'atténuation de leurs effets"); et
 - iii) renforcement des capacités nationales d'établissement et de gestion de programmes de sécurité alimentaire et de nutrition, conformément à l'Objectif stratégique 5 ("renforcer les capacités des pays de lutter contre la faim, notamment grâce à une stratégie de transfert des responsabilités et aux achats locaux").
3. Au départ, cette intervention devait s'achever en septembre 2009, mais elle a été prolongée jusqu'en octobre 2010 par le biais d'une augmentation budgétaire. En prévision d'une grave détérioration de la sécurité alimentaire et de la situation nutritionnelle au Niger, le PAM a renforcé les activités de secours de l'IPSR 106110 pour venir en aide à 800 000 personnes supplémentaires, vulnérables et exposées à l'insécurité alimentaire; pour ce faire, une cinquième augmentation budgétaire a été approuvée en février 2010. Elle a marqué un changement de la stratégie nutritionnelle, qui se concentre désormais sur la

tranche d'âges la plus touchée par la malnutrition aiguë globale: des distributions générales de vivres, organisées à titre préventif, cibleront 250 000 enfants âgés de 6 à 23 mois (contre 6 à 35 mois précédemment).

4. Depuis octobre 2007, le PAM a distribué 56 000 tonnes de produits alimentaires à 3 millions de personnes exposées à l'insécurité alimentaire. Soixante-cinq pour cent de l'assistance du PAM a été distribuée dans le cadre d'activités nutritionnelles menées dans des zones présentant une forte prévalence de malnutrition aiguë; les 45 pour cent restants étaient destinés à appuyer les banques céréalières et à réaliser des distributions de vivres ciblées visant à renforcer les moyens de subsistance des populations vulnérables.
5. Le programme de pays 106140 du PAM au Niger, doté de 52 600 tonnes de produits alimentaires, cible 1,2 million de bénéficiaires. Les activités telles que le développement rural, l'alimentation scolaire et l'appui nutritionnel à des personnes vivant avec le VIH et à des malades atteints de tuberculose s'inscrivent dans les efforts réalisés par le Gouvernement pour remplir les objectifs du Millénaire pour le développement.
6. Dans le cadre de l'opération spéciale 107340, le PAM fournit des services aériens d'aide humanitaire aux organismes des Nations Unies, à des organisations non gouvernementales (ONG), à des missions diplomatiques et à des organisations de donateurs au Niger. À l'heure actuelle, ce service dessert cinq destinations et prévoit d'en couvrir trois autres en réponse aux requêtes exprimées par des organismes d'aide.
7. En raison des carences des infrastructures de transport régionales, l'opération spéciale 200124, en cours de lancement, a pour objectif de renforcer la capacité logistique actuelles, d'assurer la livraison rapide de l'aide alimentaire du PAM dans le cadre de l'IPSR 106110 et d'améliorer la coordination logistique de la communauté humanitaire.

Conclusions et recommandations issues de la réévaluation

8. En février 2010, l'évaluation de la campagne agricole menée par le Ministère de l'Agriculture a relevé un déficit céréalier de 410 661 tonnes¹. Les marchés céréaliers sont sous tension, avec des prix nominaux supérieurs de 20 à 28 pour cent à la moyenne des cinq dernières années. Selon le Réseau du système d'alerte rapide face aux risques de famine (FEWS NET), en 2009, la production brute de céréales par tête sera sans doute la plus basse constatée en 20 ans, et plus de la moitié des départements devront faire face à des déficits de production semblables à ceux qui en 2004 avaient précipité la crise alimentaire de 2005. Il ressort d'une évaluation des marchés, menée conjointement par le Comité permanent inter-États de lutte contre la sécheresse au Sahel (CILSS), FEWS NET et le PAM en février 2010, que les prix des céréales se situent au dessus de la moyenne et que les principaux marchés sont approvisionnés par des importations provenant de pays voisins². Toutefois, l'on s'attend à ce que ces exportations de céréales diminuent à l'approche de la période de soudure.
9. L'information reçue des contrôleurs de l'aide alimentaire du PAM et les données de FEWS NET indiquent que l'exode rural et la migration des ruraux à la recherche d'emplois dans les pays voisins sont intervenus très tôt cette année³. Dans le nord du Nigéria, les

¹ Ministère de l'Agriculture, Évaluation de la campagne agricole 2009/2010, février 2010.

² Rapport de la mission d'évaluation des marchés et de la sécurité alimentaire- Bassin Est, CILSS/FAO/FEWS NET/PAM, février 2010.

³ Niger Food Security Alert, FEWS NET, 4 janvier 2010.



salaires des travailleurs agricoles non qualifiés ont baissé de 15 à 20 pour cent depuis novembre 2009 à cause des migrations anormalement fortes en provenance du Niger⁴.

10. Le Ministère de l'élevage a fait état d'un déficit national de 16 millions de tonnes de fourrage sec, ce qui représente environ 66 pour cent des besoins fourragers. D'importantes réductions des troupeaux ont été observées chez les éleveurs, qui ont peu de mécanismes alternatifs pour obtenir des céréales. La faible demande de bovins au Nigeria entraîne une baisse des prix du bétail au Niger. Selon le Système d'information sur les marchés (SIMA), en janvier 2010, les termes de l'échange entre bétail et céréales se situaient à 30 pour cent en dessous de la moyenne de ces 20 dernières années⁵.
11. D'après une enquête nutritionnelle menée par le Gouvernement, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et le PAM en juin 2009, la malnutrition aiguë globale s'élevait, au niveau national, à 12,3 pour cent⁶. Seuls 41 pour cent de la population ont accès aux services de santé, 20 pour cent des enfants meurent avant d'atteindre l'âge de 5 ans, et 40 pour cent des enfants de moins de 5 ans souffrent de malnutrition chronique, y compris pendant les années normales. Dans les régions de Diffa et Zinder, les taux de malnutrition dépassent les seuils d'urgence établis par l'Organisation mondiale de la santé (OMS), avec des taux de malnutrition aiguë globale de 17,4 pour cent à Diffa et de 15,4 pour cent à Zinder. Selon toute probabilité, la malnutrition aiguë va également empirer dans d'autres régions à mesure que la période de soudure va s'installer. Le Ministère de la Santé, conjointement avec l'Institut national de la statistique, prévoit de mener une enquête nutritionnelle en mai-juin 2010.
12. Le Gouvernement, par le biais du Dispositif national de prévention et de gestion des crises alimentaires (DNP-GCA) et du système d'alerte précoce, a organisé une enquête nationale sur la situation des ménages en décembre 2009⁷. Ces organismes ont recueilli les données suivantes auprès des ménages: i) réserves de céréales disponibles et évaluation de leur durée; ii) têtes de bétail disponibles, et iii) stratégies de défense pour faire face à la crise. Les résultats de l'enquête, publiés le 25 janvier 2010, indiquent que 7,7 millions de personnes sont exposées à l'insécurité alimentaire: 2,6 millions d'entre elles sont gravement exposées et 5,1 millions le sont modérément⁸. Parmi elles, 1,3 million gravement exposées à l'insécurité alimentaire et 2,1 millions modérément vivent dans des zones vulnérables et devraient recevoir une aide d'urgence en priorité⁹.

⁴ Nigeria Food Security Outlook, FEWS NET, mars 2010.

⁵ Bulletin d'information PAM/SIMA/FEWS NET No 4, février 2010.

⁶ Enquête nationale conjointe sur la nutrition, Direction de la nutrition/Ministère de la santé, juin 2009.

⁷ Depuis 1998, le DNP-GCA est mandaté pour prévenir et atténuer l'ampleur des crises alimentaires qui menacent périodiquement les moyens de subsistance des populations vulnérables du Niger. Le DNP-GCA est constitué de 14 représentants du Gouvernement, de donateurs et d'agences des Nations Unies, dont le PAM. Le DNP-GCA coordonne chaque année la réalisation d'évaluations de sécurité alimentaire, puis établit un Plan de soutien en fonction de leurs résultats.

⁸ Les ménages disposant de moins de 10 jours de réserves alimentaires ont été considérés comme gravement exposés à l'insécurité alimentaire. Ceux disposant d'environ 40 jours de réserves alimentaires ont été considérés comme modérément exposés.

⁹ Résultats préliminaires de l'enquête nationale rapide sur la situation alimentaire, février 2010.

13. Le 4 mars 2010, le Cabinet du Premier Ministre a publié un Plan de soutien invitant de toutes les parties prenantes concernées à venir en aide à 3,5 millions de personnes dans les zones les plus vulnérables¹⁰. Ce plan réclame:
- i) la poursuite du soutien aux 1 054 banques céréalières déjà existantes et la création de 849 banques supplémentaires;
 - ii) l'achat de 129 000 tonnes de céréales afin de porter à 227 000 tonnes les réserves nationales de sécurité et couvrir ainsi les activités d'assistance alimentaire prévues;
 - iii) la vente subventionnée de 60 000 tonnes de céréales;
 - iv) des distributions gratuites de vivres à 1,4 million de personnes pour soutenir l'agriculture de subsistance;
 - v) la distribution d'intrants destinés à l'agriculture et à l'élevage;
 - vi) des activités "espèces contre travail"; et
 - vii) des interventions de nutrition pour la prévention et le traitement de la malnutrition.
14. Le Plan de soutien sera révisé lorsque les résultats des nouvelles enquêtes seront disponibles. Le PAM participera à une enquête du SAP sur la vulnérabilité en avril 2010. Fondée sur les conclusions de l'enquête de décembre, celle-ci permettra de mettre à jour les informations sur l'accès des ménages à la nourriture, sur leurs revenus, leurs dépenses et leur consommation alimentaires. Cette information servira à préciser le profil des bénéficiaires et à affiner le ciblage pour faire en sorte que les ménages les plus vulnérables exposés à l'insécurité alimentaire reçoivent effectivement une aide.
15. Alors que la période de soudure approche et que l'on s'attend à une augmentation des besoins aigus, les résultats de l'enquête de vulnérabilité menée en avril par le SAP permettront de déterminer si des ménages exposés à l'insécurité alimentaire ne figurant pas dans la présente augmentation budgétaire auront besoin d'une aide alimentaire. Le cas échéant, le PAM proposera une nouvelle augmentation budgétaire de cette IPSR pour venir en aide aux nouveaux bénéficiaires et introduire de nouvelles activités, telles que des programmes "espèces contre travail", conformément au plan de soutien révisé du gouvernement.

Finalité de la prolongation de l'IPSR et de l'augmentation budgétaire

16. En réponse à la demande d'aide internationale formulée par le Gouvernement, la communauté d'aide humanitaire, qui comprend le système des Nations Unies, des ONG et d'autres donateurs, a élaboré un Plan d'action d'urgence conforme au Plan de soutien. Grâce à la présente augmentation budgétaire, le PAM va élargir ses activités de secours et de nutrition et va appuyer directement trois des priorités exposées dans le Plan de soutien (interventions de nutrition pour la prévention et le traitement de la malnutrition, distributions gratuites de vivres ciblées et soutien aux banques céréalières). La prolongation de deux mois de novembre à décembre 2010 donnera plus de latitude au bureau de pays pour préparer l'assistance future.
17. **Programme ciblé de supplémentation alimentaire:** À partir de mai 2010, le programme gouvernemental de supplémentation alimentaire, auquel le PAM contribue majoritairement, sera élargi pour inclure 100 000 autres enfants de 6 à 59 mois et à 10 000 autres femmes enceintes et mères allaitantes souffrant de malnutrition aiguë

¹⁰ Gouvernement du Niger, Plan national de soutien aux populations vulnérables, publié par le DNP-GCA, mars 2010.

modérée. Conformément au protocole national de nutrition, les critères d'admission et de sortie seront le poids pour la taille et le périmètre brachial¹¹. Les femmes enceintes dont le périmètre brachial est inférieur à 230 mm seront admises dans le programme de supplémentation alimentaire et y demeureront jusqu'à 6 mois après la naissance de leur enfant. Conformément à la politique "d'intégration", toutes les interventions de nutrition seront réalisées par des ONG travaillant en partenariat avec le personnel des services de santé publics. Les activités de supplémentation alimentaire soutenues par le PAM seront menées dans le cadre des Centres de récupération nutritionnelle ambulatoire modérée (CRENAM), conjointement avec le gouvernement et les ONG.

18. **Programme de supplémentation alimentaire général:** un contingent additionnel de 250 000 enfants de 6 à 23 mois recevra une supplémentation alimentaire générale. Ce groupe d'âges présente la plus importante incidence de malnutrition aiguë, avec un taux de malnutrition aiguë globale de 20 pour cent contre 10 pour cent chez les enfants de 24 à 35 mois. Les distributions auront lieu quatre fois entre mai et août. Les régions de Diffa et Zinder, où les taux de malnutrition aiguë globale sont supérieurs à 15 pour cent, seront prioritaires. D'autres régions présentant des taux de malnutrition aiguë globale situés entre 10 et 14 pour cent et des niveaux élevés d'insécurité alimentaire seront également ciblées. Le ciblage géographique sera affiné sur la base des conclusions de l'enquête de nutrition de mai-juin 2010. Le programme de supplémentation alimentaire générale sera réalisé en partenariat avec l'UNICEF. Les activités seront entreprises dans le cadre d'un accord quadripartite entre le PAM, les ONG ayant une bonne connaissance du terrain ou des autorités locales régionales, le Directeurat gouvernemental de la nutrition et l'UNICEF. Le PAM apporte la supplémentation alimentaire, tandis que l'UNICEF mobilise et sensibilise les communautés ciblées et procède à l'inscription des bénéficiaires. Parmi les sujets de santé et de nutrition abordés lors des séances de sensibilisation figurent le lavage des mains, l'allaitement exclusif et l'introduction en temps voulu d'aliments complémentaires. L'inscription des bénéficiaires de ce programme permettra de filtrer les enfants et d'identifier ceux qui souffrent de malnutrition grave et de maladies afin de pouvoir par la suite les orienter vers le traitement approprié. Le calcul du nombre de bénéficiaires se fonde sur la prévalence estimée de malnutrition aiguë parmi les enfants de moins de 5 ans et parmi les femmes enceintes et les mères allaitantes, par région. Ce calcul prend aussi en compte les capacités de mise en œuvre actuelles et prévues des structures gouvernementales et des ONG.
19. **Soutien à l'alimentation thérapeutique:** Le Ministère de la santé a instauré une ration pour les mères qui accompagnent des enfants souffrant de malnutrition grave et présentant des complications dans les centres d'alimentation thérapeutique soutenus par l'UNICEF. À partir de mai 2010, l'on estime que 14 000 accompagnantes bénéficieront de l'aide du PAM dans les Centres de récupération nutritionnelle intensive (CRENI).
20. **Banques céréalières:** Les banques céréalières sont établies par des associations d'agriculteurs au niveau des villages; une fois que leur demande d'aide a été approuvée par un comité encadré par le Gouvernement, les banques céréalières sont habilitées à bénéficier d'un soutien du PAM ou des pouvoirs publics. Les banques céréalières contribuent à la protection des moyens de subsistance des familles pauvres pendant la période de soudure en limitant les risques découlant des fluctuations de prix dans les zones

¹¹ Les critères d'admission des enfants au programme de supplémentation alimentaire sont: i) poids pour la taille supérieur ou égal à z-score -3 et inférieur à z-score -2, et absence d'œdème bilatéral; ou ii) circonférence du bras à mi-hauteur entre 115 et 125 mm lors de la sélection communautaire. Les critères de sortie de traitement sont: i) poids pour la taille égal ou supérieur à Z score -2; ou (ii) circonférence du bras à mi-hauteur supérieure à 125 mm sur deux séances de mesures anthropométriques pour une activité communautaire.

mal desservies par les marchés; chaque banque entrepose environ 10 tonnes de céréales, qui sont vendues à bas prix ou à crédit (contre remboursement en nature après la récolte) pendant la période de soudure. Le ciblage géographique est effectué à l'aide du DNP-GCA. Les réserves des banques céréalères devraient être en place au début de la période de soudure. Le PAM prévoit de livrer 2 500 tonnes de céréales supplémentaires pour apporter un soutien à 167 000 personnes. L'appui aux banques céréalères sera amplifié à partir du mois de mai 2010.

21. **Distributions de vivres ciblées:** Les distributions de vivres ciblées dans des zones extrêmement exposées à l'insécurité alimentaire seront coordonnées dans le cadre du DNP-GCA et seront effectuées par des ONG. Ces distributions auront lieu pendant le pic de la période de soudure (de mai à août). Le PAM viendra en aide à 967 000 personnes supplémentaires, ce qui portera le nombre de bénéficiaires à 1,2 million au total. Dans un premier temps, toutes les régions à l'exception de Niamey seront ciblées, mais l'aide alimentaire sera dirigée vers des zones prioritaires par le système national d'alerte rapide (SNAR). Dans chaque zone ciblée, des comités régionaux, constitués de représentants des autorités locales, du PAM et d'ONG coordonneront la sélection des bénéficiaires. Les ménages seront retenus en fonction des critères de vulnérabilité issus des enquêtes de vulnérabilité menées de décembre 2009 et d'avril 2010 dans le cadre du SNAR.

TABLEAU 1: BÉNÉFICIAIRES PAR TYPE D'ACTIVITÉ			
Activité	Actuels	Augmentation	Révisés
Supplémentation alimentaire ciblée – Enfants de 6-59 mois	270 000	100 000	370 000
Supplémentation alimentaire ciblée - Femmes enceintes et mères allaitantes	34 000	10 000	44 000
Supplémentation alimentaire générale - Enfants 6-23 mois	250 000	250 000	500 000
Soutien à l'alimentation thérapeutique	0	14 000	14 000
Banques céréalères	166 650	167 000	333 650
Distributions de vivres ciblées	220 000	966 000	1 186 000
Total	940 650	1 507 000	2 447 650
Total ajusté*	888 618	1 400 000	2 288 618

* Le nombre total a été ajusté pour éviter le double comptage des bénéficiaires recevant une assistance dans le cadre de plus d'une activité.

BESOINS ALIMENTAIRES

22. La ration de supplémentation alimentaire générale se composera d'un mélange tout prêt maïs-soja ou d'un mélange de maïs soja enrichi qui contient plus de micronutriments ainsi que de sucre et d'huile. Étant donnée la vulnérabilité des zones ciblées pour l'alimentation générale (où l'insécurité alimentaire modérée et grave dépasse 60 pour cent) et le fait que la ration des distributions gratuites de vivres ciblées ne contient pas d'aliments composés enrichis, les enfants de 6 à 23 mois recevront une ration de 1 250 kcal. Cette ration prend en compte l'usage du partage des aliments entre les membres de la famille, qui est courant au Niger, où les ménages ont souvent jusqu'à trois enfants de moins de 5 ans.

TABLEAU 2: RATIONS ALIMENTAIRES PAR ACTIVITÉ (g ou kcal/personne/jour)

Activité	Jours d'alimentation	Céréales	Légumes secs	Huile	Aliments composés	Sucre	Sel	Total	Kcal
Supplémentation alimentaire ciblée - Enfants 6-59 mois	90	0	0	25	250	20	0	295	1 250
Supplémentation alimentaire ciblée - Femmes enceintes et mères allaitantes	180	0	0	25	250	20	0	295	1 250
Supplémentation alimentaire générale- Enfants 6-23 mois	120	0	0	25	250	20	0	295	1 250
Soutien à l'alimentation thérapeutique	21	350	60	20	100	0	0	530	2 038
Banques céréalières	30	500	0	0	0	0	0	500	1 800
Distributions de vivres ciblées	120	500	50	15	0	0	5	570	2 100

23. Parce que le Niger est un pays enclavé, l'achat et l'acheminement de produits alimentaires aux points de livraison avancés en temps voulu poseront un défi de taille: les aliments achetés à l'étranger peuvent mettre trois ou quatre mois pour parvenir au Niger. Dans la mesure du possible, le sorgho et le mil, les haricots blancs et le sel seront achetés dans la région afin d'écourter les délais d'approvisionnement, le bureau de pays cherchera à emprunter sur les réserves locales ou régionales afin de commencer les distributions de vivres en attendant l'arrivée des produits importés.
24. Les aliments achetés à l'étranger transiteront par Cotonou au Bénin ou Lomé au Togo, avec la possibilité de recourir à des couloirs supplémentaires en passant par Tema au Ghana, Abidjan en Côte d'Ivoire et éventuellement Appapa au Nigéria. Les vivres seront acheminés directement des ports aux points de livraison avancés à Zinder, Tahoua, Maradi et Niamey.

TABLEAU 3: BESOINS ALIMENTAIRES, PAR TYPE D'ACTIVITÉ			
Activité	Besoins alimentaires (en tonnes)		
	Actuels	Augmentation	Révisés
Supplémentation alimentaire ciblée - Enfants 6-59 mois	16 537	1 770	18 307
Supplémentation alimentaire ciblée - Femmes enceintes et mères allaitantes	8 999	531	9 530
Alimentation générale - Enfants 6-23 mois	14 700	8 850	23 550
Ration post-traitement *	5 460	0	5 460
Soutien à l'alimentation thérapeutique	0	156	156
Vivres pour la formation	4 000	0	4 000
Banques céréalières	10 500	2 500	13 000
Distributions de vivres ciblées	18 680	66 120	84 800
Total	78 876	79 927	158 803

* La ration post-traitement à la famille d'un enfant en fin de cure a été supprimée en 2009 conformément aux recommandations de l'évaluation à mi-parcours de l'IPSR 106110 conduite en mars 2009 et de la mission d'examen préalable d'octobre 2009.

ANNEXE I-A

VENTILATION DES COÛTS DE L'AUGMENTATION BUDGÉTAIRE			
	Quantité (en tonnes)	Coût moyen par tonne (en dollars)	Valeur (en dollars)
COÛTS POUR LE PAM			
Coûts opérationnels directs			
Produits alimentaires¹			
– Céréales	60 603	397	24 047 487
– Légumes secs	5 818	397	2 310 487
– Huile et matières grasses	2 691	941	2 532 078
– Mélanges et aliments composés (mélange mais-soja enrichi, mélange mais-soja)	9 479	570	5 403 258
– Sel	580	128,58	74 573
– Sucre	756	705	532 964
Total produits alimentaires	79 927		34 900 847
Transport extérieur			3 158 379
Transport terrestre			9 638 378
Total partiel TIEM			16 534 465
Total TTEM			26 172 843
Autres coûts opérationnels directs			4 444 744
A. Total coûts opérationnels directs			77 106 783
B. Coûts d'appui directs (voir annexe I-B)			8 429 970
C. Coûts d'appui indirects (7,0 pour cent)			5 397 475
COÛT TOTAL POUR LE PAM			82 504 258

¹ Il s'agit d'un assortiment alimentaire indicatif utilisé à des fins budgétaires et d'approbation. La gamme précise des produits et les quantités effectives à fournir au projet, comme dans tous les projets appuyés par le PAM, peuvent varier en fonction des disponibilités du PAM et dans le pays bénéficiaire.

ANNEXE I-B

COÛTS D'APPUI DIRECTS (en dollars)	
Dépenses de personnel	
Administrateurs recrutés au plan international	3 562 370
Administrateurs recrutés au plan national	175 933
Personnel des services généraux recruté au plan national	270 633
Personnel temporaire	590 667
Heures supplémentaires	26 940
Consultants internationaux	550 720
Consultants nationaux	138 667
Volontaires des Nations Unies	17 500
Voyages officiels du personnel	1 562 940
Total partiel	6 896 370
Dépenses de fonctionnement	
Location des locaux	31 000
Charges (électricité, etc.)	29 000
Fournitures de bureau et autres articles consommables	24 000
Services de communication	78 200
Réparation et entretien du matériel	30 000
Frais d'entretien et d'exploitation des véhicules	110 000
Installation des bureaux et réparations	420 000
Prestations des organisations des Nations Unies	45 000
Total partiel	767 200
Dépenses d'équipement et autres coûts	
Location de véhicules	122 400
Dépenses de sécurité	516 000
Équipement de communication	128 000
Total partiel	766 400
TOTAL, COÛTS D'APPUI DIRECTS	8 429 970

ANNEXE II: CADRE LOGIQUE

Résultats	Indicateurs de résultats	Moyens de vérification	Hypothèses
Impact : Sauver des vies et améliorer l'état nutritionnel des populations vulnérables affectées par la sécheresse et les taux élevés de malnutrition au Niger			
Sauver des vies et protéger les moyens de subsistance dans les situations d'urgence (OS 1)			
Effet direct 1: Stabilisation du taux de malnutrition aiguë chez les enfants de 6 à 59 mois	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Prévalence de la malnutrition aiguë chez les enfants de 6 à 59 mois <10% ➤ Taux de récupération des enfants atteints de malnutrition traités par la supplémentation alimentaire >75% ➤ Taux d'abandon du traitement <15% ➤ Taux de mortalité <3% ➤ Taux de non réaction à la supplémentation alimentaire 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Enquêtes nutritionnelles (Gouvernement/UNICEF) ➤ Rapports des partenaires coopérants ➤ Suivi ➤ Enquête de suivi après distribution ➤ Rapports statistique mensuels 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Les partenaires, l'UNICEF, l'OMS et les ONG, disposent des ressources adéquates pour exécuter leurs missions nutritionnelles ➤ Des centres de santé sont disponibles pour traiter les enfants atteints de malnutrition ➤ Des mécanismes gouvernementaux de coordination des activités de nutrition fonctionnent de manière efficace
Produit 1.1: Mise en place en temps voulu d'interventions nutritionnelles appuyées par des produits alimentaires (supplémentation alimentaire, ration de protection et supplémentation alimentaire générale) pour les bénéficiaires ciblés en quantité et qualité suffisantes	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Nombre de femmes, d'hommes, de filles et de garçon recevant des produits alimentaires et non alimentaires, par catégorie et en pourcentage du nombre prévu ➤ Quantité de produits alimentaires distribués par type de produit et par activité en pourcentage des distributions prévues 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Suivi ➤ Rapport des partenaires coopérants ➤ Rapports du Système d'analyse et de gestion du mouvement des produits 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Les partenaires coopérants dans le domaine de la nutrition disposent des capacités humaines et techniques nécessaires
Prévenir la faim aiguë et investir dans la préparation aux catastrophes et l'atténuation de leurs effets (OS 2)			
Effet direct 2: Consommation alimentaire adéquate pendant la période couverte par l'assistance pour les ménages ciblés exposés au risque de souffrir de faim aiguë	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Score de consommation alimentaire des ménages > 35 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Évaluations de la sécurité alimentaire ➤ Indices du système national d'alerte rapide ➤ Enquête de suivi après distribution 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Mécanismes de coordination efficace
Produit 2.1: Organisation en temps voulu de distributions gratuites de vivres ciblées aux populations des communes désignées comme prioritaires par le département d'alerte rapide du Cabinet du Premier Ministre	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Nombre de bénéficiaires effectifs des distributions gratuites de vivres par rapport au nombre prévus, par commune ➤ Quantité de vivres distribués par type de produit et par activité en pourcentage des prévisions 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Suivi ➤ Rapports des partenaires coopérants 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Le Gouvernement autorise les distributions gratuites ciblées



ANNEXE II: CADRE LOGIQUE

Résultats	Indicateurs de résultats	Moyens de vérification	Hypothèses
Produit 2.2: Établissement et renforcement des banques céréalières dans les villages ciblés	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Nombre de banques céréalières bénéficiant de l'aide du PAM en fonctionnement ➤ Nombre de bénéficiaires des banques céréalières, par sexe ➤ Pourcentage des femmes exerçant des responsabilités dans les comités de gestion des bénéficiaires ➤ Quantité de vivres distribués par type de produit par activité en pourcentage des prévisions 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Suivi ➤ Rapports des partenaires coopérants 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Bonne gestion de la banque céréalière au niveau des communautés
Renforcer la capacité des pays de lutter contre la faim notamment grâce à une stratégie de transfert des responsabilités et aux achats locaux (OS 5)			
Effet 3: Progrès dans la mise en place de solutions prises en charge par le pays au problème de la faim	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Développement et application de stratégies et de concepts de formation adaptés au contexte du Niger 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Rapport du Gouvernement 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Le DNP-GCA reçoit un appui satisfaisant de la part du gouvernement et des donateurs
Produit 3.1: Les capacités et la sensibilisation sont renforcées au moyen d'actions organisées par le PAM	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Nombre de fonctionnaires formés à l'évaluation de la sécurité alimentaire dans les situations d'urgence et à l'analyse des marchés ➤ Nombre d'évaluations, d'enquêtes sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle menées en employant les méthodes du PAM ➤ Nombre de rapports issus du système national de suivi et d'évaluation ➤ Nombre de systèmes locaux d'alerte rapide en fonctionnement ➤ Nombre de missions conjointes Gouvernement/ PAM menées 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Rapports gouvernementaux sur les sessions de formation ➤ Rapports issus des évaluations et des enquêtes sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle ➤ Rapports issus du système national de suivi et d'évaluation ➤ Rapports issus des systèmes locaux d'alerte rapide ➤ Rapports des missions conjointes/ du PAM 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Le Gouvernement est désireux de renforcer sa gestion actuelle des crises alimentaires



LISTE DES SIGLES UTILISÉS DANS LE PRÉSENT DOCUMENT

Autres COD	Autres coûts opérationnels directs
CAD	coût d'appui direct
CAI	coût d'appui indirect
CILSS	Comité permanent inter-États de lutte contre la sécheresse dans le Sahel
COD	coûts opérationnels directs
CRENI	Centre de récupération nutritionnelle intensive
CRENAM	Centre de récupération nutritionnelle ambulatoire modérée
DNPGCA	Dispositif national de prévention et de gestion des crises alimentaires
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FEWS NET	Réseau du système d'alerte rapide face aux risques de famine
IPSR	intervention prolongée de secours et de redressement
OMS	Organisation mondiale de la santé
ONG	organisation non gouvernementale
OS	Objectif stratégique
SNAR	Système national d'alerte rapide
SIMA	Système d'Information sur les marchés
TIEM	transport intérieur, entreposage et manutention
TTEM	transport terrestre, entreposage et manutention
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance